

MOTION DE SOUTIEN A LA JOURNEE DU 18 NOVEMBRE

Le 18 novembre, un Comité technique de réseau examinera le budget de la DGFIP.

La DGFIP sera une nouvelle fois appelée à fournir la plus grande part des suppressions d'emploi de la fonction publique d'Etat (2130 suppressions d'emploi sont attendues).

2130 emplois supprimés, c'est l'équivalent de trois départements fermés chaque année, une trésorerie de six agents fermée chaque jour !

Les mesures de simplification, les gains de productivité liés à l'informatique et autres allègements de tâches hypothétiques sont très loin de pouvoir compenser les suppressions d'emploi qui se cumulent depuis dix ans, et la restructuration du réseau, présentée comme devant améliorer l'exercice des missions, n'a jusqu'à présent généré que perte de repères et insatisfaction dans sa mise en œuvre.

Le dialogue social, aussi bien au niveau central que local, aura rarement été aussi difficile, tant la contrainte budgétaire et la succession continuelle d'arbitrages défavorables à la DGFIP conduisent au repli et à l'absence de communication envers les personnels et les cadres.

Dans ce contexte, les règles de gestion appliquées aux cadres et aux comptables en particulier ajoutent à la confusion du fait de leur complexité, d'un manque cruel d'anticipation face aux conséquences personnelles des restructurations et de l'insécurité croissante dans laquelle elles plongent les postulants à une promotion ou à une simple mutation à équivalence.

Lors des assemblées régionales, les comptables de l'ACP font part de leurs inquiétudes pouvant aller jusqu'au mal-être et se lèvent pour manifester ostensiblement leur mécontentement devant les Directeurs.

Aujourd'hui, dans la continuité de ce mouvement, **le Conseil d'administration de l'ACP appelle à se joindre aux initiatives proposées par les organisations syndicales lors de la journée du 18 novembre.**

Paris, le 5 novembre 2015